



ÇA PASSE OU ÇA CASSE ?

Le budget 2025 a été adopté non sans péripéties ni difficultés. Sans surprise il est une fois encore placé sous le signe de l'austérité mais à un niveau historiquement inédit. C'était donc ça la stabilité : l'amplification des politiques qui affaiblissent le service public depuis des décennies !

Une majorité de la population va de nouveau supporter les mesures austéritaires et en particulier les fonctionnaires ! Et ce ne sont pas les quelques timides et temporaires mesures de « justice fiscale » qui en transformeront l'orientation générale.

La valeur du point d'indice est une nouvelle fois gelée amplifiant les pertes de pouvoir d'achat déjà enregistrées, prolongeant la smicardisation des agents publics avec des effets délétères sur l'attractivité de la Fonction Publique et consacrant un tassement des grilles qui érode progressivement le bénéfice du déroulement de carrière.

Si le passage à 3 jours de carence a été retiré de la loi pour la fonction publique, la mesure entraînant le plus d'économies au détriment des fonctionnaires en arrêt maladie est maintenue. En cas d'arrêt maladie, désormais, les fonctionnaires se verront appliquer un jour de carence et une retenue de 10 % de leur rémunération les jours suivants sur toute la durée de l'arrêt.

La Garantie Individuelle pour le Pouvoir d'Achat (GIPA), à laquelle, eu égard à l'inflation, des dizaines de milliers de fonctionnaires à la DGFIP auraient pu prétendre, ne sera pas versée non plus en 2025, comme cela a déjà été le cas en 2024. Cette mesure se traduit par une perte de pouvoir d'achat de plusieurs centaines d'euros principalement pour les agents de catégorie B et C

Quant aux réductions des budgets ministériels, pour lesquels la Ministre des Comptes Publics s'enthousiasme du niveau jamais atteint, elles ont déjà des conséquences concrètes sur le quotidien des fonctionnaires.

A la DGFIP, si nous ne connaissons pas encore tous les détails et impacts directs de ces coupes budgétaires, **les 550 suppressions** d'emplois sont bien confirmées tandis que le gouvernement a renoncé aux 4 000 suppressions d'emplois à l'éducation nationale ou aux 500 suppressions à Pole Emploi !

Mais la DGFIP ne se contente pas de supporter ces mesures budgétaires, elle continue d'innover, unilatéralement, pour casser le reste des droits et garanties des agentes et des agents.

Entrer à la DGFIP ou obtenir une promotion au prix de sacrifices personnels de mobilité, de séparation familiale, était jusqu'à présent compensé par des droits et des garanties. La DGFIP en a décidé autrement : ressortez les photos et autres curriculum vitae, malgré vos réussites aux concours ou examens de catégorie A, le choix du prince fait une entrée en fanfare : le directeur départemental choisira QUI, OÙ et QUAND !! **Et quand les règles tombent pour les A, elles ne mettent pas longtemps à se généraliser à toutes les catégories !**

Face à la multiplication des attaques, Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP appellent tous les agents à se réunir, débattre et décider des actions à entreprendre pour faire entendre notre colère !

La solution, nous la connaissons tous et depuis longtemps : seule une mobilisation massive des personnels permettra de faire entendre nos revendications. Travaillons tous ensemble, sans calcul et avec détermination, à la rendre possible.

ENSEMBLE EXIGEONS :

- L'abrogation de la réforme des retraites ;
- Le respect du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers ;
- La revalorisation de la valeur du point d'indice ;
- L'abandon de la baisse de 10 % de l'indemnisation des arrêts maladie ;
- Le versement de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) ;
- L'alignement des premiers indices sur le SMIC ;
- La refonte des grilles pour corriger le tassement des rémunérations ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois ;
- L'abandon de l'affectation au choix et au fil de l'eau des Inspecteurs ;
- Un plan de qualification pour abonder les possibilités de promotion ;
- L'attribution des moyens réglementaires, budgétaires et humains nécessaires à l'exercice quotidien des missions pour que cesse la dégradation continue des conditions de travail des agents et l'affaiblissement ininterrompu de la DGFIP considéré comme un inépuisable réservoir d'économies.

**Pour des agents de la DGFIP reconnus, mieux rémunérés et avec de véritables perspectives,
Pour défendre un service public économique et financier de qualité et de proximité
préparons les mobilisations !**